

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cité administrative – Bât A  
19 rue de Ciron  
Cedex 09  
81013 ALBI

ALBI, le 06/03/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/02/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **SA COVED**

777 avenue des Terres Noires  
81370 Saint-Sulpice-la-Pointe

Références : 81-DECHETS-2023-12  
Code AIOT : 0006806903

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/02/2023 dans l'établissement SA COVED implanté Route de Lavar BP 07 81370 Saint-Sulpice-la-Pointe. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection inopinée a été réalisée dans le cadre d'une opération régionale sur les transferts transfrontières de déchets. La visite a porté sur le registre des déchets sortants, les procédures suivies selon la convention de Bâle et les documents de mouvement associés aux transferts.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SA COVED
- Route de Lavar BP 07 81370 Saint-Sulpice-la-Pointe
- Code AIOT : 0006806903
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société COVED exploite sur le site des installations de transit, regroupement, tri (rubrique 2713, 2714, 2715, et 2716).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- contrôle du registre des déchets sortants.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Registre : présence registre déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
2	Registre : date sortie déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.a	/	Sans objet
3	Registre : dénomination déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.b	/	Sans objet
4	Registre : gestion et transport	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.d	/	Sans objet
5	Registre : destination du déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.e	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite trois non-conformités ont été relevées. Elles concernaient le registre des déchets sortants pour lequel il manquait des champs ou les champs n'étaient pas correctement renseignés. Suite à la visite, l'exploitant a transmis le 01 mars 2023 un registre chronologique des déchets sortants conforme.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Registre : présence registre déchets sortants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un registre chronologique qui a été présenté à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Registre : date sortie déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.a
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ;
<b>Constats :</b> Le registre chronologique des déchets sortants présenté à l'inspection comporte les dates d'expéditions.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Registre : dénomination déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.b
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;
<b>Constats :</b> Le jour de la visite, l'inspection avait constaté que le code CED du déchet sortant n'était pas toujours renseigné dans le registre chronologique.  Le registre n'était pas conforme à la prescription.  Suite à la visite, l'exploitant a transmis le 01 mars 2023 un registre conforme.  Lors de la visite, l'inspection a pu contrôler le chargement d'un camion en partance pour l'Espagne. Le chargement se composait de bois traités broyés. Les déchets de bois traités ou adjuvantés sont enregistrés sous le code OCDE AC170 et doivent suivre la procédure de notification avant transfert. L'exploitant a présenté le document de mouvement (CERFA n°14132*01) pour ce chargement. La procédure de notification avant transfert a été respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Registre : gestion et transport**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.d
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : d) Concernant la gestion et le transport du déchet : - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
<b>Constats :</b> Le jour de la visite, l'inspection avait constaté que: - le numéro SIRET du transporteur ne figurait pas au registre; - le numéro de récépissé du transporteur n'était pas renseigné dans le registre; - pour les mouvements transfrontières de déchets, le nom et l'adresse du négociant apparaissaient dans la colonne "installation vers laquelle sont expédiés les déchets". De fait, l'installation vers laquelle sont expédiés les déchets n'était pas renseignée sur le registre.  Le registre déchet n'était pas conforme à la prescription.  Suite à la visite, l'exploitant a transmis le 01 mars 2023 un registre conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Registre : destination du déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.e
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : e) Concernant la destination du déchet : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'inspection avait constaté que le registre des déchets sortants ne contenait pas les informations concernant la destination du déchet. Le registre déchet n'était pas conforme à la prescription.  Suite à la visite, l'exploitant a transmis le 01 mars 2023 un registre conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet